

ASSOCIATION ALLIANCE POUR L'EDUCATION - UNITED WAY

**Tour Michelet
24, cours Michelet**

92 800 PUTEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025

SOMMAIRE

RAPPORT DU COMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025**

ALLIANCE POUR L'EDUCATION - UNITED WAY

Tour Michelet, 24 cours Michelet
92 800 PUTEAUX

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Levallois-Perret, le 21 janvier 2026

Crowe HAF
Membre de Crowe Global

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marc de Prémare'.

Marc de Prémare



Alliance pour l'Education – United Way

Comptes annuels



Page : 3 / 30

Actif			Au 31/08/2025			Au 31/08/2024
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	149	149		
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL		149	149		
	Immobilisations corporelles	Terrains	20 736	14 558	6 178	8 964
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels				
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL		20 736	14 558	6 178	8 964	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	152		152	152	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
TOTAL		152		152	344	
	Total I	21 038	14 707	6 330	9 309	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	495 342	21 670	473 672	996 700
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres				
	TOTAL		495 342	21 670	473 672	996 700
	Divers	Valeurs mobilières de placement	1 207 252		1 207 252	849 410
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités						
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾						
TOTAL II		1 714 017	21 670	1 692 347	1 848 663	
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	1 735 055	36 377	1 698 677	1 857 972	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/08/2025	Au 31/08/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	335 690	335 690
	Report à nouveau	440 155	62 067
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	36 580	378 087
	Situation nette (sous-total)	812 426	775 846
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		812 426	775 846
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	52 716	260 100
Total II		52 716	260 100
Provisions	Provisions pour risques	396 320	300 000
	Provisions pour charges		
Total III		396 320	300 000
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	221	497
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 148	38 990
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	98 673	83 043
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	160 073	96 661
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	149 100	302 833
Total IV		437 215	522 026
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 698 677	1 857 972
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	700 000	765 000
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 696	
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	207 293	933 752
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	35 992	443 364
	Mécénats	46 607	21 000
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	1 173 242	993 887
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	410 288	109 880
	Utilisations des fonds dédiés	207 384	
	Autres produits	1 808	22
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		2 784 313	3 266 908
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	342 675	393 935
	Aides financières	963 003	815 169
	Impôts, taxes et versements assimilés	41 901	41 343
	Salaires et traitements	704 459	684 302
	Charges sociales	242 836	228 163
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 041	4 487
	Dotations aux provisions	404 631	408 869
	Reports en fonds dédiés		260 100
	Autres charges	58 241	57 643
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		2 762 791	2 894 014
1. Résultat d'exploitation (I-II)		21 522	372 893

		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	18 426	6 500
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	18 426	6 500
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		18 426	6 500
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		39 949	379 393
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		-1
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		-1
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			1
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		3 369	1 307
Total des produits (I + III + V)		2 802 740	3 273 408
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 766 160	2 895 320
EXCÉDENT OU DÉFICIT		36 580	378 087
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		246 651	258 284
Bénévolat			
Total		246 651	258 284
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		198 660	203 778
Prestations en nature		47 991	54 506
Personnel bénévole			
Total		246 651	258 284



Alliance pour l'Education – United Way

Annexe



Page : 8 / 30

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3
3	Description des moyens mis en œuvre	5
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
4.2	Faits caractéristiques postérieures à la clôture	5
5	Principes et méthodes comptables	6
5.1	Principes généraux	6
5.2	Principales méthodes comptables	6
5.2.1	Présentation des comptes	6
5.2.3	Méthode générale	6
6	Informations relatives aux postes du bilan	7
6.1	Actif immobilisé	7
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
6.2	Actif circulant	8
6.2.1	Créances	8
6.2.2	Précisions sur d'autres créances	8
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	9
6.3.1	Disponibilités	9
6.3.2	Charges constatées d'avance	9
6.4	Fonds propres	10
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	10
6.5	Fonds dédiés	10
6.6	Provision pour risques et charges	11
6.7	Dettes	11
6.7.1	Etat des dettes	11
6.7.2	Charges à payer	12
6.7.3	Produits constatés d'avance	12
7	Informations relatives au Compte de résultat	13
7.1	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	13
7.1.1	Ventilation des produits d'exploitations	14
7.1.1.1	Cotisation sans contrepartie	14
7.1.1.2	Informations relatives à la rémunération des dirigeants	13
7.1.1.3	Honoraires des commissaires aux comptes	14
7.1.1.4	Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition...)	15
8	Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger	14
9	Informations relatives à l'effectif	15
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	15
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	15

10.2	Contributions volontaires en nature	15
11	Compte de résultat par origine et par destination et compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public	16
11.1	Définition des missions sociales	16
11.2	Ressources issues de la générosité du public et autres ressources	17
11.3	Affectation des charges aux rubriques du compte d'emploi des ressources	17
11.4	Financement des emplois par les ressources issues de la générosité du public	18
11.5	Présentation du compte de résultat par origine et par destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public pour l'exercice 2025	19
11.5.1	Le compte de résultat par origine et par destination	19
11.5.2	Le compte d'emploi des ressources	20

1 Objet social

L'objet social de l'Association est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association a pour objet d'améliorer les conditions de vie des plus démunis, autour de trois piliers essentiels l'Éducation, la Santé, et l'insertion par l'Emploi. L'Association favorise la réussite des jeunes issus des territoires défavorisés et leur future insertion professionnelle.

Pour cela, l'association fait appel à l'impact collectif et met en place une collaboration avec :

- Les entreprises ;
- Les fondations d'entreprises ;
- Les clubs de mécènes ;
- Les acteurs publics ;
- Les associations ;
- Les établissements scolaires.

Par un mode opératoire unique en France, Défi Jeunesse démultiplie l'impact social de la solution et associe tous ses contributeurs à un effet vertueux. Les actions s'inscrivent directement dans la contribution à l'atteinte des objectifs de développement durables des Nations Unies suivants :

- Partenariats pour la réalisation des objectifs
- Accès à une éducation de qualité
- Réduction des inégalités

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les activités de l'association ont pour but de :

Favoriser l'égalité des chances et l'accrochage scolaire pour les jeunes des territoires prioritaires et milieux ruraux afin de leur permettre de faire des choix éclairés pour leur avenir. Partout en France où il est déployé, le programme Défi Jeunesse porté par Alliance pour l'éducation – United Way favorise ainsi l'égalité des chances dans l'accès à des choix d'orientation éclairés, sans discrimination.

Le cœur de notre action s'appuie sur l'impact collectif. Nous mobilisons les établissements scolaires, associations, entreprises, acteurs publics, philanthropes et articulons leurs interventions et compétences complémentaires au sein d'un programme commun (Défi Jeunesse) pour les faire agir ensemble et démultiplier l'impact que chaque acteur aurait eu séparément.

Alliance pour l'éducation – United Way a pour mission de co-construire et de coordonner des programmes d'éducation en France, pour permettre aux jeunes issus de quartiers populaires de réaliser leur potentiel. Elle agit auprès de collégiens et de lycéens d'établissements du Réseau d'Éducation Prioritaire afin de favoriser une orientation « choisie », de faciliter leur future insertion professionnelle et de développer les compétence, codes et qualités qui mènent à l'emploi.

Son modèle d'intervention fédérateur de parties prenantes aux apports complémentaires articulées dans un programme sur la durée est unique. En effet, si de nombreuses associations agissent en faveur de l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes l'impact de leurs interventions reste souvent limité par un caractère ponctuel, parfois tardif dans la scolarité des jeunes, souvent centré sur un contenu.

Avec le Défi Jeunesse, Alliance pour l'éducation – United Way et ses partenaires de l'Éducation nationale, associatifs du monde économique ont bâti un programme collectif et complet, permettant à chaque association d'intervenir selon son cœur de métier, en complémentarité avec les autres associations opérantes, tout en assurant un suivi des jeunes bénéficiaires sur leur scolarité, dès leur entrée en 6ème, et jusqu'au la 3ème au collège et ensuite, au lycée.

Cette solution collective coordonnée par L'Alliance pour l'Éducation – United Way apporte des réponses innovantes et adaptées aux spécificités locales et fédère les actions déjà existantes en mobilisant différents acteurs d'un même territoire (collèges, lycées, institutions, associations, entreprises). Les conventions de partenariats, le reporting, et l'évaluation notamment, sont concentrées en un seul point d'entrée.

En 2024-2025

- 16 152 jeunes ont été accompagnés sur l'année
- dans 42 établissements partenaires (42 collèges), sur 10 territoires,
- grâce à la mobilisation de 40 associations partenaires,
- au soutien de 29 entreprises membres et partenaires,
- et à l'engagement de 1221 de leurs collaborateurs.

Entre autres activités :

- 5 stages collectifs ont bénéficié à 75 jeunes
- 35 visites d'entreprise ont bénéficié à 856 jeunes
- 20 journées innovation ont bénéficié à 508 jeunes
- 36 forums des métiers ont bénéficié à 1 219 jeunes
- 32 ateliers de coaching ont bénéficié à 472 jeunes.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les ressources de l'Alliance pour l'Education – United Way peuvent être

- Les cotisations de ses membres,
- Les dons et mécénat,
- Les subventions publiques et concours publics, y compris les fonds européens,
- Les contributions financières sans contrepartie
- D'autres produits divers

Afin de réaliser ses missions, l'Alliance pour l'Education – United Way s'appuie sur une équipe opérationnelle composée d'une quinzaine de salariés et sur des partenariats avec des acteurs du secteur.

Elle bénéficie également de contributions volontaires en nature et notamment :

- Mise à disposition de locaux
- Mise à disposition de personnes

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Le financement public FSE+, attribué pour l'année scolaire 2023-2024 a été encaissé sur l'exercice pour un montant de 608K€
- Changement de Gouvernance

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Suite au courrier reçu de l'AnAFE-Autorité nationale d'Audit pour les Fonds Européens- l'association a décidé de comptabiliser une provision d'un montant de 396 K€ correspondant au risque de reversement d'une partie des fonds reçus du FSE + 2023-2024.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de l'association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.2 Principales méthodes comptables

5.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

5.2.3 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du Plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

6 Informations relatives aux postes du bilan

6.1 Actif immobilisé

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	149			149
Immobilisations corporelles	18 480	2 256		20 736
Immobilisations financières	344		191	152
Total	18 973	2 256	191	21 038

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	149			149
Immobilisations corporelles	9 515	5 041		14 558
Immobilisations financières				
Total	9 664	5 041	-	14 707

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles		
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	Linéaire	3 à 8 ans
Immobilisations corporelles		
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

6.2 Actif circulant

6.2.1 Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres	495 342	495 342	-
Charges constatées d'avance	11 422	11 422	
Total	506 765	506 765	-

6.2.2 Précisions sur d'autres créances

- Subventions à recevoir

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
FSE+ 2023/2024	642 138		642 138	-
FSE 2024/2025		30 409		30 409
Région Occitanie 2020/2021	21 400	-	-	21 400
Région Occitanie 2021/2022	17 000	-	-	17 000
Région Occitanie 2022/2023	21 560	-	21 560	-
Région Occitanie 2023/2024	16 831			16 831
Région Occitanie 2024/2025		25 000	12 500	12 500
Région IDF 2023/2024	50 000		50 000	-
Total	768 929	55 409	726 198	98 140

- Produits à recevoir

Les produits à recevoir d'un montant de 388 K€ correspondent, quant à ceux-ci, pour l'essentiel à des contributions financières et des cotisations rattachées à l'exercice mais encaissées au cours du dernier trimestre 2025 (conventions).

6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	123 646	8 311	110 288	21 670
Immobilisations financières				
Total	123 646	8 311	110 288	21 670

Les subventions à recevoir sur les subventions soumises à « contrôle de service fait » (fonds européens – FSE, Région Occitanie, Région IDF) font l'objet d'une dépréciation de 15% lors de leur comptabilisation en subvention à recevoir. Cette dépréciation permet de tenir compte des aléas qui subsistent au moment de la comptabilisation, les sommes étant versées jusqu'à 30 mois plus tard et après des vérifications par les autorités publiques qui peuvent conduire à un abattement sur le montant définitif versé. La diminution correspond à la reprise de provision suite aux versements du solde des créances.

6.3.1 Disponibilités

Les disponibilités s'élèvent à 1 207K€ et sont composées de comptes courants, de compte à terme, d'intérêts courus et de livrets.

6.3.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de 11 K€ sont relatives à des charges d'exploitation.

6.4 Fonds propres

6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecarts de réévaluation								
Réserves	335 690							335 689
Report à nouveau	62 067	378 087						440 154
Excédent ou déficit de l'exercice	378 087	- 378 087		36 580				36 580
Situation nette	775 846	-		36 580		-		812 426
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
Total	775 846	-	-	36 580	-	-	-	812 426

6.5 Fonds dédiés

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ». Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

	Fonds à dégager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	Montant global	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant global
Projet 1 – Mes premiers pas au collège	32 100		32 100	-
Projet 2 – Découverte du monde professionnel	35 500		35 500	-
Projet 3 – Objectif brevet !	38 200		38 200	-
Projet 4 – Une orientation choisie pour oser	43 500		43 500	-
Projet 5 – Déployer le programme Défi Jeunesse	110 800		58 084	52 716
Total	260 100	-	207 384	52 716

6.6 Provision pour risques et charges

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Provisions	Montant global	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant global
Provisions pour risques	300 000	396 320	300 000	396 320
Provisions pour charges	-	-	-	-
Total	300 000	396 320	300 000	396 320

La reprise de provision concerne la convention FSE+ 2023-2024, le solde du financement ayant été versé sur l'exercice.

Suite au courrier reçu de l'AnAFE-Autorité nationale d'Audit pour les Fonds Européens-l'association a décidé de comptabiliser une provision d'un montant de 396 K€ correspondant au risque de reversement d'une partie des fonds reçus du FSE + 2023-2024.

6.7 Dettes

6.7.1 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		à moins d'un an	à plus d'un 1 an	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	221	221		
- à plus de 1 an à l'origine	-	-		
Emprunts et dettes financières diverses	-	-		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 148	29 148		
Dettes fiscales et sociales	98 673	98 673		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Autres dettes	160 073	160 073		
Produits constatés d'avances	149 100	149 100		
Total	437 215	437 215	-	-

6.7.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant brut
Fournisseurs	24 650
Factures non parvenues	24 650
RRR à accorder et autres avoirs	-
Congés payés, CET et RTT	31 218
Congés provisionnés	22 299
Charges sociales sur congés payés	8 919
Charges fiscales sur congés payés	-
Autres dettes fiscales et sociales	6 142
Personnel	6 142
Organismes sociaux	-
Etat	-
Autres dettes	160 073
Total	222 083

6.7.3 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance d'un montant de 149 K€ sont principalement liés aux contributions financières et aux appels de cotisations.

7 Informations relatives au Compte de résultat

7.1 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.1.1 Ventilation des produits d'exploitations

Montants en €	31/08/2025	31/08/2024
Cotisations	700 000	765 000
Vente de prestations de service	1 696	
Concours publics	57 301	85 954
Subventions d'exploitation	149 992	847 799
Dons manuels	35 992	443 364
Mécénat	46 607	21 000
Contributions financières	1 173 242	993 887
Transferts de charges et reprises de provisions	410 288	109 880
Utilisations des fonds dédiés	207 384	-
Autres produits	1 808	22
Total	2 784 313	3 266 908

7.1.1.1 Cotisation sans contrepartie

Les cotisations sont enregistrées au moment de la signature de la convention ou en raison d'un engagement de la personne physique membre de l'association de régler sa cotisation. Elles sont recouvrées par appel de fonds ou par versement spontané. Elles sont prévues dans les statuts et leur montant est fixé par le règlement intérieur.

7.1.1.2 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € durant l'exercice

7.1.1.3 Honoraires des commissaires aux compte

	Crowe HAF
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	9 000
Au titre d'autres prestations	-
Honoraires totaux	9 000

7.1.1.4 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition...)

Les principales contributions volontaires, effectuées à titre gratuit, dont bénéficie l'association correspondent à :

- Des conventions de mise à disposition de bureaux et salles de réunion ;
- Des heures passées bénévolement par les salariés d'entreprises partenaires dans le cadre du programme Défi Jeunesse, sans contrepartie, valorisées au SMIC chargé

8 Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

Etat du contributeur	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Belgique	01/10/2025	Personne physique	Numéraire	Direct	Virement	50 000
Total - Belgique						50 000
Danemark	09/05/2025	Personne physique	Numéraire	Direct	Virement	5 000
Total - Danemark						5 000
Espagne	04/02/2025	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	3 000
Total - Espagne						3 000
Etats-Unis	11/04/2025	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	417 965
Total - États-Unis						417 965
Royaume-Uni	16/12/2024	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	58 000
	07/04/2025	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	88 000
Total - Royaume-Uni						146 000
Irlande	02/12/2025	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	30 896
	30/12/2024	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	38
	31/01/2025	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	14
	13/12/2025	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	94 438
	31/12/2024	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	19 085
	31/12/2024	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	16 702
	31/01/2025	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	1 173
	31/01/2025	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	1 090
Total - Irlande						163 435
Pays-Bas	26/06/2025	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	26 500
Total - Pays-Bas						26 500
Total des ressources provenant d l'étranger						811 900

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	10	
Non cadres	8	
TOTAL	18	-

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.1 Engagements financiers donnés et reçus

L'association a signé plusieurs conventions pluriannuelles avec ses partenaires (entreprises ou les fondations d'entreprise), comprenant à la fois un engagement à cotiser et pour certains d'entre eux, un engagement à verser des dons pour soutenir les missions sociales de l'association. L'Association n'a reçu ou donné aucun engagement financier à ce jour

10.2 Contributions volontaires en nature

Prestations bénévoles en nature	31/08/2025	31/08/2024
Ressources Bénévolat		
Prestations en nature	246 651	258 284
Dons en nature		
Total	246 651	258 284
Emplois		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens et services	198 660	203 778
Prestations	47 991	54 506
Personnel bénévole		
Total	246 651	258 284

11 Compte de résultat par origine et par destination et compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

L'association fait appel public à la générosité au sens de l'article 3 de la loi du 7 août 1991. Le compte de résultat par origine et par destination (CROD) et compte d'emploi annuel des ressources issues de la générosité du public (CER) sont présentés ci-après. Les règles de gestion et d'établissement sont décrites dans les paragraphes ci-après constituant l'annexe du CROD et du CER.

11.1 Définition des missions sociales

L'Association a pour objet d'améliorer les conditions de vie des plus démunis, autour de trois piliers essentiels l'Éducation, la Santé, et l'Insertion par l'Emploi. L'Association favorise la réussite des jeunes issus des territoires défavorisés et leur future insertion professionnelle. Ces actions se traduisent plus particulièrement par :

- Favoriser l'égalité des chances et donner des clés d'orientation aux collégiens et lycéens des territoires prioritaires (quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) QVP, collèges REP et REP+, zones de revitalisation rurale (ZRR)), afin de leur permettre de faire des choix éclairés pour leur avenir.
- Mettre en œuvre un mode d'intervention original basé sur la mobilisation collective pour un impact collectif afin de faire converger les efforts de tous les acteurs sur un territoire (associations locales ou nationales spécialisées dans la préparation à l'orientation et l'insertion professionnelle, le développement personnel, les établissements scolaires, les entreprises et fondations d'entreprises, les collaborateurs engagés, les acteurs publics) au sein d'un programme commun : Défi Jeunesse.

Alliance pour l'éducation – United Way a pour mission de co-construire et de coordonner des programmes d'éducation en France, pour permettre aux jeunes issus de quartiers populaires de réaliser leur potentiel. Elle agit auprès de collégiens et de lycéens d'établissements du Réseau d'Éducation Prioritaire afin de favoriser une orientation « choisie », de faciliter leur future insertion professionnelle et de développer les compétence, codes et qualités qui mènent à l'emploi.

Son modèle d'intervention fédérateur de parties prenantes aux apports complémentaires articulées dans un programme sur la durée est unique. En effet, si de nombreuses associations agissent en faveur de l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes l'impact de leurs interventions reste souvent limité par un caractère ponctuel, parfois tardif dans la scolarité des jeunes, souvent centré sur un contenu.

Avec le Défi Jeunesse, Alliance pour l'éducation – United Way et ses partenaires de l'Éducation nationale, associatifs du monde économique ont bâti un programme collectif et complet,

permettant à chaque association d'intervenir selon son cœur de métier, en complémentarité avec les autres associations opérantes, tout en assurant un suivi des jeunes bénéficiaires sur leur scolarité, dès leur entrée en 6ème, et jusqu'au la 3ème au collège et ensuite, au lycée.

Cette solution collective coordonnée par l'Alliance pour l'Education – United Way apporte des réponses innovantes et adaptées aux spécificités locales et fédère les actions déjà existantes en mobilisant différents acteurs d'un même territoire (collèges, lycées, institutions, associations, entreprises). Les conventions de partenariats, le reporting, et l'évaluation notamment, sont concentrées en un seul point d'entrée. Par ce mode opératoire unique en France, Défi Jeunesse démultiplie l'impact social de la solution et associe tous ses contributeurs à un effet vertueux. Les actions s'inscrivent directement dans la contribution à l'atteinte des objectifs de développement durables des Nations Unies suivants :

- Partenariats pour la réalisation des objectifs
- Accès à une éducation de qualité
- Réduction des inégalités

11.2 Ressources issues de la générosité du public et autres ressources

Les ressources financières issues de la générosité du public se composent de :

- Cotisations sans contrepartie. Toutes les cotisations sont considérées comme de la générosité publique sans faire de distinction concernant la personnalité juridique du membre (personne physique, structure commerciale, structure non lucrative) ;
- Dons et mécénat ;

Les ressources hors générosité du public sont toutes les ressources de l'association à l'exclusion de celles issues de la générosité du public.

Elles se composent notamment à ce jour :

- De subventions publiques et concours publics ;
- De contributions financières sans contrepartie ;
- D'autres produits divers

11.3 Affectation des charges aux rubriques du compte d'emploi des ressources

Les charges sont présentées par destination selon trois rubriques :

- Missions sociales,
- Frais de recherche de fonds,

- Frais de fonctionnement.

Par principe, les coûts affectés aux missions sociales représentent l'ensemble des coûts directs et indirects qui disparaîtrait si la mission sociale n'était pas réalisée. Les coûts directs sont affectables aux rubriques dès leur comptabilisation. Ils recouvrent :

- Pour les missions sociales : coûts des dépenses directes des missions sociales. Elles sont présentées sur 2 lignes distinctes permettant d'identifier les versements réalisés aux partenaires de l'association dans le cadre de la mobilisation des acteurs des territoires d'intervention et les autres charges liées à la mise en œuvre directe de sa mission par l'Alliance pour l'Education – United Way.
- Pour les frais de recherche de fonds : coûts directs des opérations d'appel à générosité et de recherche de fonds privés.
- Pour les frais de fonctionnement : ensemble des autres coûts, hors coûts répartis.

Les coûts indirects sont composés des coûts complets de personnels, répartis par clé individuelle en fonction des missions de chaque salarié. Ils comprennent essentiellement les salaires, charges sociales et taxes.

11.4 Financement des emplois par les ressources issues de la générosité du public

Les ressources affectées par les financeurs et donateurs (subventions, ressources issues de la générosité du public, contributions financières) financent les emplois pour lesquels elles ont été octroyées. Les missions sociales sont financées par ordre de priorité par les subventions et concours publics, les dons, le mécénat, les contributions financières, les cotisations résiduelles. Le solde permet de financer les frais de fonctionnement. Les cotisations permettent de financer les frais d'appel de fonds, les frais de fonctionnement, les missions sociales et le cas échéant les dotations aux provisions et dépréciations.

11.5 Présentation du compte de résultat par origine et par destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public pour l'exercice 2025

11.5.1 Le compte de résultat par origine et par destination

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	31/08/2025		31/08/2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Produits liés à la générosité du public				
Cotisations sans contrepartie	700 000	700 000	765 000	765 000
Dons, Legs et Mécénat				
Dons manuels	35 992	35 992	443 363	443 363
Mécénat	46 607	46 607	21 000	21 000
Legs, Donations et assurances vies				
Autres produits liés à la générosité du public	0	0	0	0
2. Produits non liés à la générosité du public				
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage d'entreprise				
Contributions financières sans contre partie	1 173 242		993 887	
Autres produits non liés à la générosité du public	21 932		10 971	
3. Subventions et autres concours publics	207 293		933 753	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	410 288	410 288	105 433	
5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs	207 384	207 384	0	0
TOTAL	2 802 739	1 400 271	3 273 407	1 229 363
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Missions sociales				
Réalisées en France				
Actions réalisées par l'organisme	849 828	233 222	820 475	0
Versement à d'autres organismes	963 003	207 384	815 170	0
Réalisées à l'étranger				
Actions réalisées par l'organisme	0		0	
Versement à d'autres organismes	0	0	0	0
2. Frais de recherche de fonds				
Frais d'appel à la générosité du public	16 851	16 851	52 527	52 527
Frais de recherche d'autres ressources	247 921	247 921	149 353	149 353
3. Frais de Fonctionnement	280 557	261 993	387 521	0
4. Dotation aux provisions et dépréciations	404 631	396 320	408 869	408 869
5. Impôts sur les bénéfices	3 369		1 307	
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice	0	0	260 100	260 100
TOTAL	2 766 159	1 363 692	2 895 320	870 849
EXCEDENT OU DEFICIT	36 580	36 580	378 088	358 515

B. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/08/2025		31/08/2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat				
Prestations en nature	246 651	246 651	258 284	258 284
Dons en nature				
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
3. Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	246 651	246 651	258 284	258 284
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	47 991	47 991	54 506	54 506
Réalisées à l'étranger				
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds				
3. Contributions volontaires au Fonctionnement	198 660	198 660	203 778	203 778
TOTAL	246 651	246 651	258 284	258 284
EXCEDENT OU DEFICIT	0,00	0,00	0	0

11.5.2 Le compte d'emploi des ressources

EMPLOIS PAR ORIGINE	31/08/2025	31/08/2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	31/08/2025	31/08/2024
Emplois de l'exercice			Ressources de l'exercice		
1. Missions sociales	440 606	0	1. Ressources liées à la générosité du public	782 599	1 229 363
Réalisées en France			Cotisations sans contrepartie	700 000	765 000
Actions réalisées par l'organisme	233 222	0	Dons, legs et mécénats		
Versement à d'autres organisations	207 384	0	Dons manuels	35 992	443 363
Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurance-vie	0	0
Actions réalisées par l'organisme	0	0	Mécénats	46 607	21 000
Versement à d'autres organisations	0	0	Autres ressources liées à la générosité du public	0	0
2. Frais de recherche de fonds	264 772	201 880			
Frais d'appel à la générosité du public	16 851	52 527			
Frais de recherche d'autres ressources	247 921	149 353			
3. Frais de fonctionnement	261 993	0			
Frais de Fonctionnement	261 993	0			
Impôts sur les bénéfices	0	0			
TOTAL DES EMPLOIS	967 372	201 880	TOTAL DES RESSOURCES	782 599	1 229 363
Dotations aux provisions et dépréciations	396 320	408 869	Reprise sur provisions et dépréciations	410 288	0
Report en fonds dédiés de l'exercice	0	260 100,00	Utilisations de fonds dédiés antérieurs	207 384	
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	36 580	358 515,39	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL	1 400 271	1 229 363	TOTAL	1 400 271	1 229 363
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	460 207	101 692
			Excédent ou insuffisance de la générosité du public	36 580	358 515
			Investissements ou désinvestissement nets liées à la générosité du public	0	0
			DAP immo financées par la GP	0	0
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	496 788	460 207

EMPLOIS PAR DESTINATION	31/08/2025	31/08/2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	31/08/2025	31/08/2024
1. Contributions volontaires aux missions sociales			Ressources de l'exercice		
Réalisées en France	47 991	54 506	1. Contributions volontaires liées à la générosité du public		
Réalisées à l'étranger			Bénévolat		
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds			Prestations en nature	246 651	258 284
3. Contributions volontaires au fonctionnement			Dons en nature		
	198 660	203 778			
TOTAL	246 651	258 284	TOTAL	246 651	258 284

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	31/08/2025	31/08/2024
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	260 100	0
Utilisation	-207 384	
Report		260 100
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	52 716	0